

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

MINISTERE DES FINANCES

F. 2001 — 3696

[C — 2001/03614]

10 DECEMBRE 2001. — Loi concernant le passage définitif à l'euro (1)

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté en Nous sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — *Disposition générale*

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

CHAPITRE II. — *Suppression du cours légal des billets libellés en francs belges*

Art. 2. Les billets libellés en francs belges n'ont plus cours légal à partir du 1^{er} mars 2002.

L'échange contre euro des billets libellés en francs belges se fait, sans frais ni limites de temps ou de montant, aux guichets de la Banque Nationale de Belgique.

Lorsque l'échange par la Banque Nationale de Belgique des billets libellés en francs belges, a lieu après le versement au Trésor de la contre-valeur des billets non présentés à l'échange, cet échange s'effectue pour le compte du Trésor.

CHAPITRE III. — *Suppression du cours légal des pièces de monnaie libellées en francs belges ou en centimes émises par le Trésor*

Art. 3. Les pièces de monnaie libellées en francs belges ou en centimes émises par le Trésor n'ont plus cours légal à partir du 1^{er} mars 2002.

L'échange contre euro des pièces de monnaie libellées en francs belges ou en centimes se fait jusqu'au 31 décembre 2004, sans frais ni limites de montants, aux guichets de la Banque Nationale de Belgique et de LA POSTE, pour le compte du Trésor.

Après cette date, ces pièces de monnaie ne sont plus échangées.

L'échange visé à l'alinéa 2 ne concerne que les pièces de monnaie qui ont été émises en vertu de l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, de la loi du 12 juin 1930 portant création d'un Fonds monétaire et qui ont cours légal au 1^{er} janvier 2002.

CHAPITRE IV. — *Acceptation illimitée des pièces de monnaie libellées en euro ou en cent*

Art. 4. La Banque Nationale de Belgique et LA POSTE sont tenues d'accepter sans limitation de montant les pièces de monnaie libellées en euro ou en cent et ayant cours légal.

CHAPITRE V. — *Dispositions concernant le statut organique et les activités de la Banque Nationale de Belgique*

Art. 5. Par dérogation à l'article 30, alinéa 1^{er}, première phrase de la loi du 22 février 1998 fixant le statut organique de la Banque Nationale de Belgique, la plus-value de 177.114.565,58 EUR réalisée à l'occasion de la cession d'actifs en or à la Banque centrale européenne est versée à l'Etat, qui affecte ce montant au financement du Fonds de vieillissement.

Art. 6. La Banque est chargée de veiller à la qualité de la circulation des billets.

Cette tâche constitue l'exécution d'une mission d'intérêt public au sens de l'article 10 de la loi du 22 février 1998 fixant le statut organique de la Banque Nationale de Belgique.

CHAPITRE VI. — *Modification de la loi du 12 juin 1930 portant création d'un Fonds monétaire et de la loi du 4 avril 1995 portant des dispositions fiscales et financières*

Art. 7. Dans la loi du 12 juin 1930 portant création d'un Fonds monétaire, l'intitulé « Chapitre I^{er}. Monnaies divisionnaires » est supprimé.

MINISTERIE VAN FINANCIEN

N. 2001 — 3696

[C — 2001/03614]

10 DECEMBER 2001. — Wet betreffende de definitieve omschakeling op de euro (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepaling*

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid zoals bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

HOOFDSTUK II. — *Intrekking als wettig betaalmiddel van de biljetten uitgedrukt in Belgische frank*

Art. 2. De biljetten uitgedrukt in Belgische frank zijn geen wettig betaalmiddel meer met ingang van 1 maart 2002.

De inwisseling van de biljetten uitgedrukt in Belgische frank tegen euro wordt kosteloos en onbeperkt in de tijd en in bedrag, uitgevoerd aan de loketten van de Nationale Bank van België.

Indien biljetten uitgedrukt in Belgische frank door de Nationale Bank van België worden ingewisseld na de storting aan de Schatkist van de tegenwaarde van de niet ter inwisseling aangeboden biljetten, geschiedt deze inwisseling voor rekening van de Schatkist.

HOOFDSTUK III. — *Intrekking als wettig betaalmiddel van de door de Schatkist uitgegeven muntstukken uitgedrukt in Belgische frank of centiem*

Art. 3. De door de Schatkist uitgegeven muntstukken uitgedrukt in Belgische frank of centiem zijn geen wettig betaalmiddel meer met ingang van 1 maart 2002.

De inwisseling van de muntstukken uitgedrukt in Belgische frank of centiem tegen euro wordt tot 31 december 2004 kosteloos en onbeperkt in bedrag uitgevoerd aan de loketten van de Nationale Bank van België en DE POST voor rekening van de Schatkist.

Na deze datum worden deze muntstukken niet meer ingewisseld.

De in het tweede lid bedoelde inwisseling betreft enkel de muntstukken die werden uitgegeven krachtens artikel 1, eerste lid, van de wet van 12 juni 1930 tot oprichting van een Muntfonds en die op 1 januari 2002 wettig betaalmiddel zijn.

HOOFDSTUK IV. — *Onbeperkte aanvaarding van de muntstukken uitgedrukt in euro of in cent*

Art. 4. De Nationale Bank van België en DE POST zijn verplicht de muntstukken luidend in euro of in cent, die wettig betaalmiddel zijn, zonder beperking in bedrag aan te nemen.

HOOFDSTUK V. — *Bepalingen inzake het organiek statuut en de activiteiten van de Nationale Bank van België*

Art. 5. In afwijking van artikel 30, eerste lid, eerste zin, van de wet van 22 februari 1998 tot vaststelling van het organiek statuut van de Nationale Bank van België wordt de meerwaarde van 177.114.565,58 EUR, die is gerealiseerd naar aanleiding van de overdracht van activa in goud naar de Europese Centrale Bank, aan de Staat gestort, die dit bedrag bestemt voor de financiering van het Zilverfonds.

Art. 6. De Bank waakt over de kwaliteit van de omloop van de biljetten.

Deze taak maakt een opdracht van algemeen belang uit, bedoeld in artikel 10 van de wet van 22 februari 1998 tot vaststelling van het organiek statuut van de Nationale Bank van België.

HOOFDSTUK VI. — *Wijziging van de wet van 12 juni 1930 tot oprichting van een Muntfonds en de wet van 4 april 1995 houdende fiscale en financiële bepalingen*

Art. 7. In de wet van 12 juni 1930 tot oprichting van een Muntfonds wordt het opschrift « Hoofdstuk I. Kleinmunt » opgeheven.

Art. 8. L'article 1^{er} de la même loi, modifié par les lois des 30 octobre et 22 décembre 1998 et par l'arrêté royal du 26 mars 2001, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 1^{er}. — Le Roi émet des pièces de monnaie libellées en euro ou en cent qui sont destinées à la circulation.

Il fixe les spécifications techniques des pièces de monnaie qui ne sont pas harmonisées par le Conseil de l'Union européenne.

Le ministre des Finances détermine, d'après les besoins constatés, les quantités de chaque catégorie de pièces de monnaie, sans que l'émission de l'ensemble des pièces de monnaie puisse dépasser le volume d'émission approuvé par la Banque centrale européenne. »

Art. 9. L'article 2 de la même loi, modifié par les lois des 23 décembre 1988 et 30 octobre 1998, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 2. Le Roi peut émettre des pièces de monnaie en métal précieux dont la valeur intrinsèque dépasse sensiblement la valeur faciale et des pièces de monnaie qui sont vendues à un prix d'émission sensiblement plus élevé que la valeur faciale, sans que l'émission de l'ensemble des pièces de monnaie puisse dépasser le volume d'émission approuvé par la Banque centrale européenne.

Le ministre des Finances fixe le prix d'émission des pièces de monnaie visées à l'alinéa 1^{er}. »

Art. 10. A l'article 3, alinéa 2, de la même loi, rétabli par la loi du 4 avril 1995, les mots « monnaies divisionnaires » sont remplacés par les mots « pièces de monnaie ».

Art. 11. A l'article 4 de la même loi, modifié par les lois des 4 avril 1995, 30 octobre 1998 et 4 février 1999, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans l'alinéa 1^{er}, 1°, et 2°, et dans l'alinéa 2, 2° et 3°, les mots « monnaies divisionnaires » sont chaque fois remplacés par les mots « pièces de monnaie »;

2° dans l'alinéa 2, 1°, les mots « monnaies nationales divisionnaires » sont remplacés par les mots « pièces de monnaie visées à l'article 1^{er} »;

3° l'alinéa 3, 1°, est remplacé par le texte suivant :

« 1° le portefeuille d'obligations visées à l'article 6; »;

4° dans l'alinéa 3, 3°, le mot « monnaies » est remplacé par les mots « pièces de monnaie ».

Art. 12. A l'article 6 de la même loi, remplacé par la loi du 4 avril 1995, les mots « monnaies divisionnaires » sont remplacés par les mots « pièces de monnaie ».

Art. 13. Dans la même loi, l'intitulé « Chapitre III. Monnaies métalliques libellées en ecu », inséré par l'arrêté royal n° 509 du 5 février 1987, est supprimé.

Art. 14. L'article 50, 1°, de la loi du 4 avril 1995 portant des dispositions fiscales et financières est remplacé par le texte suivant :

« 1° « fabrication de pièces de monnaie pour compte du Fonds monétaire » : la fabrication de pièces de monnaie dont l'émission est visée à l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, de la loi du 12 juin 1930 portant création d'un Fonds monétaire; ».

Art. 15. A l'article 51 de la même loi sont apportées les modifications suivantes :

1° l'alinéa 1^{er}, 1°, est remplacé par le texte suivant :

« 1° la fabrication de pièces de monnaie pour compte du Fonds monétaire; »;

2° dans l'alinéa 1^{er}, 3°, les mots « monnaies divisionnaires » sont remplacés par les mots « pièces de monnaie »;

3° l'alinéa 2 est remplacé par l'alinéa suivant :

« La fabrication de pièces de monnaie pour compte du Fonds monétaire a toujours priorité sur les autres missions. »

Art. 16. A l'article 55, alinéa 2, 2°, de la même loi, le chiffre « 48 » est remplacé par le chiffre « 51 ».

Art. 17. L'article 57, 1°, de la même loi est remplacé par le texte suivant :

« 1° les recettes de la fabrication de pièces de monnaie pour compte du Fonds monétaire; ».

Art. 8. Artikel 1 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wetten van 30 oktober en 22 december 1998 en bij koninklijk besluit van 26 maart 2001, wordt vervangen als volgt :

« Artikel 1. — De Koning geeft in euro of in cent luidende muntstukken uit die bestemd zijn voor de circulatie.

Hij bepaalt de niet door de Raad van de Europese Unie geharmoniseerde technische specificaties van de muntstukken.

De minister van Financiën bepaalt, volgens de vastgestelde behoeften, de hoeveelheid van elke categorie van muntstukken, zonder dat de uitgifte voor het geheel van de muntstukken de door de Europese Centrale Bank goedgekeurde omvang van uitgifte mag overschrijden. »

Art. 9. Artikel 2 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wetten van 23 december 1988 en 30 oktober 1998, wordt vervangen als volgt :

« Art. 2. De Koning mag muntstukken in edel metaal, waarvan de intrinsieke waarde de nominale waarde aanzienlijk overtreft, en muntstukken die worden verkocht tegen een uitgifteprijs die aanzienlijk hoger ligt dan hun nominale waarde, uitgeven zonder dat de uitgifte voor het geheel van de muntstukken de door de Europese Centrale Bank goedgekeurde omvang van uitgifte mag overschrijden.

De minister van Financiën bepaalt de uitgifteprijs van de muntstukken bedoeld in het eerste lid. »

Art. 10. In artikel 3, tweede lid, van dezelfde wet, hersteld bij de wet van 4 april 1995, wordt het woord « deelmunten » vervangen door het woord « muntstukken ».

Art. 11. In artikel 4 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wetten van 4 april 1995, 30 oktober 1998 en 4 februari 1999, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid, 1° en 2°, en in het tweede lid, 2° en 3°, wordt het woord « deelmunten » telkens vervangen door het woord « muntstukken »;

2° in het tweede lid, 1°, worden de woorden « nationale deelmunten » vervangen door de woorden « de in artikel 1 bedoelde muntstukken »;

3° het derde lid, 1°, wordt vervangen als volgt :

« 1° de portefeuille van obligaties bedoeld in artikel 6; »;

4° in het derde lid, 3°, wordt het woord « deelmunten » vervangen door het woord « muntstukken ».

Art. 12. In artikel 6 van dezelfde wet, vervangen bij de wet van 4 april 1995, wordt het woord « deelmunten » vervangen door het woord « muntstukken ».

Art. 13. In dezelfde wet wordt het opschrift « Hoofdstuk III. In Ecu uitgedrukte munten », ingevoegd bij koninklijk besluit nr. 509 van 5 februari 1987, opgeheven.

Art. 14. Artikel 50, 1°, van de wet van 4 april 1995 houdende fiscale en financiële bepalingen wordt vervangen als volgt :

« 1° « fabricage van muntstukken voor rekening van het Muntfonds » : de fabricage van muntstukken waarvan de uitgifte wordt bedoeld in artikel 1, eerste lid, van de wet van 12 juni 1930 tot oprichting van een Muntfonds; ».

Art. 15. In artikel 51 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste lid, 1°, wordt vervangen als volgt :

« 1° de fabricage van muntstukken voor rekening van het Muntfonds; »;

2° in het eerste lid, 3°, wordt het woord « deelmunten » vervangen door het woord « muntstukken »;

3° het tweede lid wordt vervangen als volgt :

« De fabricage van muntstukken voor rekening van het Muntfonds geniet steeds voorrang op de andere opdrachten. »

Art. 16. In artikel 55, tweede lid, 2°, van dezelfde wet wordt het cijfer « 48 » vervangen door het cijfer « 51 ».

Art. 17. Artikel 57, 1°, van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :

« 1° de ontvangsten van de fabricage van muntstukken voor rekening van het Muntfonds; ».

Art. 18. L'article 58 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 58. Si des jetons commémoratifs, des médailles ou des pièces de monnaie visées à l'article 2, alinéa 1^{er}, de la loi du 12 juin 1930 portant création d'un Fonds monétaire sont émis à l'occasion d'événements nationaux ou internationaux, le Roi peut décider par arrêté délibéré en Conseil des ministres que le produit net de ces émissions est transféré, en tout ou en partie, aux institutions publiques, aux associations sans but lucratif ou aux établissements d'utilité publique qu'il désigne et qui contribuent directement à la réalisation des objectifs poursuivis lors de ces événements. Pour le calcul du produit net, il est tenu compte de la valeur du marché du jour d'achat, des métaux utilisés, ainsi que des frais de fabrication et de distribution. »

CHAPITRE VII. — *Sanctions pénales pour la protection des signes monétaires ayant cours légal*

Art. 19. Il est inséré dans le Livre II, Titre III, du Code pénal, un Chapitre IIbis, comprenant les articles 178bis et 178ter, rédigé comme suit :

« Chapitre IIbis. — Protection des signes monétaires ayant cours légal »

Art. 20. Dans le même Code, il est inséré un article 178bis, rédigé comme suit :

« Art. 178bis. Quiconque aura émis un signe monétaire destiné à circuler dans le public comme moyen de paiement sans y avoir été habilité par l'autorité compétente, sera puni d'un emprisonnement d'un mois à un an et d'une amende de 50 à 10.000 EUR, ou d'une de ces peines seulement. »

Art. 21. Dans le même Code, il est inséré un article 178ter, rédigé comme suit :

« Art. 178ter. Quiconque aura, sciemment, utilisé un signe monétaire ayant cours légal en Belgique ou à l'étranger comme support d'un message, publicitaire ou autre, ou qui, sciemment, en aura rendu l'usage comme moyen de paiement plus difficile en le détériorant, maculant, surchargeant ou en le rendant impropre de quelque manière que ce soit, sera puni d'un emprisonnement de huit jours à trois mois et d'une amende de 26 à 1.000 EUR, ou d'une de ces peines seulement. »

CHAPITRE VIII. — *Dispositions relatives aux pratiques du commerce et à l'information et à la protection du consommateur*

Art. 22. § 1. A l'article 4 de la loi du 14 juillet 1991 sur les pratiques du commerce et sur l'information et la protection du consommateur, modifié par la loi du 30 octobre 1998 relative à l'euro, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans l'alinéa 1^{er}, les mots « en francs belges » sont remplacés par les mots « en euro »;

2° l'alinéa 2 est abrogé.

§ 2. Le même article est complété par l'alinéa suivant :

« Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, le Roi peut, pour les produits et services, catégories de produits et services qu'il désigne, autoriser l'indication des prix ou tarifs en euro, avant le 1^{er} janvier 2002, selon les conditions et les modalités qu'il détermine. »

Art. 23. Par dérogation à l'article 52, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de la même loi, les offres en vente et ventes visées à l'article 49 ne peuvent avoir lieu, pour l'hiver 2002, que durant la période du 19 janvier 2002 au 16 février 2002 inclus.

Art. 24. Par dérogation à l'article 53, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de la même loi, la période d'attente qui précède les soldes d'hiver 2002 est fixée du 10 décembre 2001 au 18 janvier 2002 inclus.

CHAPITRE IX. — *Le marquage de certains billets libellés en francs belges*

Art. 25. Le Roi peut autoriser, après avis de la Banque Nationale de Belgique, les catégories d'agents économiques qu'il détermine, à marquer à partir du 1^{er} janvier 2002, les billets de 500, 1.000, 2.000 et 10.000 francs belges destinés à être retirés de la circulation, au moyen d'un signe dont il fixe les caractéristiques. Les billets ainsi marqués ne seront plus payables qu'aux guichets de la Banque Nationale de Belgique.

Art. 18. Artikel 58 van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :

« Art. 58. Indien er ter gelegenheid van nationale of internationale evenementen gedenkpenningen, medailles of muntstukken als bedoeld in artikel 2, eerste lid, van de wet van 12 juni 1930 tot oprichting van een Muntfonds, worden uitgegeven, kan de Koning bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad beslissen dat de netto-opbrengst van deze uitgiftes geheel of gedeeltelijk wordt overgedragen aan de door Hem aangewezen openbare instellingen, verenigingen zonder winstoogmerk of instellingen van openbaar nut die rechtstreeks bijdragen tot de verwezenlijking van de doelstellingen die met die evenementen worden nagestreefd. Bij de berekening van de netto-opbrengst wordt rekening gehouden met de marktwaarde, op de dag van de aankoop, van de gebruikte metalen, alsmede met de kosten van aanmaak en distributie. »

HOOFDSTUK VII. — *Strafbepalingen voor de bescherming van de geldtekens die wettig betaalmiddel zijn*

Art. 19. In Boek II, Titel III, van het Strafwetboek wordt een Hoofdstuk IIbis bestaande uit de artikelen 178bis en 178ter, ingevoegd, luidende :

« Hoofdstuk IIbis. — Bescherming van de geldtekens die wettig betaalmiddel zijn »

Art. 20. In hetzelfde Wetboek wordt een artikel 178bis ingevoegd, dat luidt als volgt :

« Art. 178bis. Hij die een geldteken uitgeeft bestemd om in het publiek te circuleren als betaalmiddel zonder hiertoe gemachtigd te zijn door de bevoegde overheid, wordt gestraft met gevangenisstraf van één maand tot één jaar en met geldboete van 50 tot 10.000 EUR of met één van die straffen alleen. »

Art. 21. In hetzelfde Wetboek wordt een artikel 178ter ingevoegd, dat luidt als volgt :

« Art. 178ter. Hij die, wetens en willens, een geldteken, dat in België of in het buitenland wettig betaalmiddel is, aanwendt als drager van een boodschap van publicitaire of andere aard, of hij die, wetens en willens, het gebruik ervan als betaalmiddel bemoeilijkt door het te beschadigen, bekladden, overschrijven, of ongeschikt te maken, op welke wijze ook, wordt gestraft met gevangenisstraf van acht dagen tot drie maanden en met geldboete van 26 tot 1.000 EUR of met één van die straffen alleen. »

HOOFDSTUK VIII. — *Bepalingen betreffende de handelspraktijken en de voorlichting en de bescherming van de consument*

Art. 22. § 1. In artikel 4 van de wet van 14 juli 1991 betreffende de handelspraktijken en de voorlichting en bescherming van de consument, gewijzigd door de wet van 30 oktober 1998 betreffende de euro, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden « in Belgische frank » vervangen door de woorden « in euro »;

2° het tweede lid wordt opgeheven.

§ 2. Hetzelfde artikel wordt aangevuld met het volgende lid :

« In afwijking van het eerste lid kan de Koning, voor de producten en diensten, categorieën van producten en diensten die Hij aanwijst, de aanduiding van prijzen of tarieven in euro toelaten vóór 1 januari 2002, volgens de voorwaarden en nadere regels door Hem vastgesteld. »

Art. 23. In afwijking van artikel 52, § 1, eerste lid, van dezelfde wet, mogen de in artikel 49 bedoelde tekoopaanbiedingen en verkopen voor de winter 2002 slechts plaatsvinden gedurende de periode van 19 januari 2002 tot en met 16 februari 2002.

Art. 24. In afwijking van artikel 53, § 1, eerste lid, van dezelfde wet, wordt als sperperiode die voorafgaat aan de wintersolden 2002 vastgesteld het tijdvak van 10 december 2001 tot en met 18 januari 2002.

HOOFDSTUK IX. — *De merking van bepaalde biljetten luidend in Belgische frank*

Art. 25. De Koning kan, na advies van de Nationale Bank van België, bepaalde categorieën van economische agenten, die Hij aanwijst, toelaten om vanaf 1 januari 2002 de biljetten van 500, 1.000, 2.000 en 10.000 Belgische frank die bestemd zijn om uit de omloop te worden genomen, te merken door middel van een teken waarvan Hij de kenmerken vaststelt. De op die wijze gemerkte biljetten zullen enkel nog betaalbaar zijn aan de loketten van de Nationale Bank van België.

CHAPITRE X. — *Modification de la loi du 1^{er} mars 1961 concernant l'introduction dans la législation nationale de la loi uniforme sur le chèque et sa mise en vigueur*

Art. 26. L'article 36bis de la loi du 1^{er} mars 1961 concernant l'introduction dans la législation nationale de la loi uniforme sur le chèque et sa mise en vigueur, inséré par la loi du 30 octobre 1998 relative à l'euro, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 36bis. A défaut de toute indication de l'unité monétaire, sur un chèque émis et payable en Belgique, le montant d'un chèque émis à partir du 1^{er} janvier 2002 est supposé être libellé en euro. »

CHAPITRE XI. — *Dispositions fiscales*

Art. 27. L'article 125 du Code des taxes assimilées au timbre, remplacé par la loi du 13 août 1947, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 125. § 1^{er}. La taxe est payable au plus tard le dernier jour ouvrable du mois suivant celui au cours duquel l'opération a été effectuée.

La taxe est acquittée par versement ou virement au compte bancaire du bureau compétent.

Le jour du paiement, le redevable dépose à ce bureau une déclaration faisant connaître la base de perception ainsi que tous les éléments nécessaires à sa détermination.

§ 2. Lorsque la taxe n'a pas été acquittée dans le délai fixé au § 1^{er}, l'intérêt est dû de plein droit à partir du jour où le paiement aurait dû être fait.

Si la déclaration n'est pas déposée dans le délai fixé, il est encouru une amende de 12,50 EUR par semaine de retard. Toute semaine commencée est comptée comme complète.

Toute inexactitude ou omission constatée dans la déclaration dont il est question au § 1^{er} ainsi que l'absence du bordereau prévu par l'article 127 sont punies d'une amende égale à cinq fois le droit éludé, sans qu'elle puisse être inférieure à 250 EUR.

§ 3. Les éléments à faire connaître dans la déclaration visée au § 1^{er} ainsi que le bureau compétent sont déterminés par le Roi. »

Art. 28. L'article 127 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 127. Au plus tard le jour ouvrable qui suit celui où l'opération est exécutée, l'intermédiaire est tenu de délivrer à tout donneur d'ordre un bordereau indiquant les noms du bénéficiaire et de l'intermédiaire, la spécification des opérations, le montant ou la valeur de celles-ci et le montant de la taxe due. »

Art. 29. L'article 128 du même Code, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 128. Le bordereau prévu à l'article 127 est numéroté suivant une ou plusieurs séries ininterrompues de numéros et dressé en double exemplaire.

Le double du bordereau peut toutefois être remplacé par un listing établi au jour le jour, numéroté suivant une série ininterrompue de numéros et contenant les indications suivantes :

- a) la date du bordereau;
- b) le numéro du bordereau;
- c) l'identification du donneur d'ordre et de l'intermédiaire;
- d) la spécification des opérations;
- e) le montant ou la valeur des opérations;
- f) le montant de la taxe sur les opérations de bourse ou les reports qui a été perçue;
- g) en cas d'annulation du bordereau, la référence du bordereau annulé en regard de l'indication du bordereau d'annulation. »

Art. 30. L'article 129¹ du même Code, renuméroté par la loi du 13 août 1947, est abrogé.

Art. 31. L'article 129² du même Code, inséré par la loi du 13 août 1947 et modifié par la loi du 22 juillet 1993, devient l'article 129, étant entendu que dans cet article les mots « articles 127, 128 et 129¹ » sont remplacés par les mots « articles 127 et 128 ».

HOOFDSTUK X. — *Wijziging van de wet van 1 maart 1961 betreffende de invoering in de nationale wetgeving van de eenvormige wet op de cheque en de inwerkingtreding van deze wet*

Art. 26. Artikel 36bis van de wet van 1 maart 1961 betreffende de invoering in de nationale wetgeving van de eenvormige wet op de cheque en de inwerkingtreding van deze wet, ingevoegd bij de wet van 30 oktober 1998 betreffende de euro, wordt vervangen als volgt :

« Art. 36bis. Bij ontstentenis van enige vermelding van de munteenheid op een in België uitgegeven en betaalbare cheque, wordt verondersteld dat het bedrag van een vanaf 1 januari 2002 uitgeschreven cheque uitgedrukt is in euro. »

HOOFDSTUK XI. — *Fiscale bepalingen*

Art. 27. Artikel 125 van het Wetboek der met het zegel gelijkgestelde taksen, vervangen bij de wet van 13 augustus 1947, wordt vervangen als volgt :

« Art. 125. § 1. De taks is betaalbaar uiterlijk de laatste werkdag van de maand die volgt op die waarin de verrichting werd uitgevoerd.

De taks wordt betaald door storting of overschrijving op de bankrekening van het bevoegde kantoor.

Op de dag van de betaling wordt door de belastingschuldige op dat kantoor een opgave ingediend die de maatstaf van heffing opgeeft alsmede alle elementen noodzakelijk ter bepaling ervan.

§ 2. Wanneer de taks niet binnen de in § 1 bepaalde termijn werd betaald, is de interest van rechtswege verschuldigd te rekenen van de dag waarop de betaling had moeten geschieden.

Indien de opgave niet binnen de bepaalde termijn werd ingediend, wordt een boete verbeurd van 12,50 EUR per week vertraging. Iedere begonnen week wordt voor een gehele week aangerekend.

Iedere onjuistheid of onvolledigheid in de opgave bedoeld in § 1 evenals de afwezigheid van het borderel bepaald bij artikel 127, wordt gestraft met een boete gelijk aan vijf maal de ontdoken taks zonder dat ze minder dan 250 EUR kan bedragen.

§ 3. De elementen die in de § 1 vermelde opgave moeten worden meegedeeld evenals het bevoegde kantoor worden door de Koning bepaald. »

Art. 28. Artikel 127 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt :

« Art. 127. Uiterlijk de werkdag die volgt op die waarop de verrichting werd uitgevoerd, is de tussenpersoon ertoe gehouden aan elke persoon die hem een beursorder geeft een borderel af te geven vermeldende de namen van de lastgever en van de tussenpersoon, het soort van verrichtingen, het bedrag of de waarde van de verrichtingen en het bedrag van de verschuldigde taks. »

Art. 29. Artikel 128 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt :

« Art. 128. Het borderel bepaald bij artikel 127 wordt genummerd volgens één of meerdere series van doorlopende nummerreeksen en opgemaakt in tweevoud.

Het duplicaat van het borderel kan evenwel worden vervangen door een van dag tot dag opgestelde listing, genummerd volgens een doorlopende nummerreeks, waarin het volgende wordt vermeld :

- a) de datum van het borderel;
- b) het nummer van het borderel;
- c) de naam van de ordergever en de tussenpersoon;
- d) de gedetailleerde opgave van de verrichtingen;
- e) het bedrag of de waarde van de verrichtingen;
- f) het bedrag van de taks op de beursverrichtingen of de reporten dat werd geheven;
- g) in geval van vernietiging van het borderel, de referentie van het vernietigde borderel naast de aanduiding van het vernietigde borderel. »

Art. 30. Artikel 129¹ van hetzelfde Wetboek, vernummerd bij de wet van 13 augustus 1947, wordt opgeheven.

Art. 31. Artikel 129² van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 13 augustus 1947 en gewijzigd bij de wet van 22 juli 1993, wordt artikel 129, met dien verstande dat in dat artikel de woorden « artikelen 127, 128 en 129¹ » worden vervangen door de woorden « artikelen 127 en 128 ».

Art. 32. L'article 130¹ du même Code, renuméroté et modifié par la loi du 13 août 1947, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 130¹. Les doubles des bordereaux ou les listings en tenant lieu ainsi que les bordereaux relatifs aux opérations que les intermédiaires font pour leur compte propre doivent être conservés pendant six ans à partir de leur date.

En cas de cessation d'affaires, ces documents peuvent être détruits plus tôt, moyennant l'autorisation préalable du directeur régional de la taxe sur la valeur ajoutée, de l'enregistrement et des domaines du ressort. »

Art. 33. L'article 130² du même Code, inséré par la loi du 13 août 1947 et modifié par les lois des 22 mars 1965, 22 décembre 1989 et 22 juillet 1993, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 130². Les intermédiaires sont tenus, à peine d'une amende de 250 à 2.500 EUR par infraction, de communiquer, sans déplacement, à toute réquisition des agents de l'administration de la taxe sur la valeur ajoutée, de l'enregistrement et des domaines ayant au moins le grade de vérificateur, les doubles des bordereaux ou les listings en tenant lieu, les bordereaux relatifs aux opérations effectuées pour leur compte propre, leurs livres, contrats et tous autres documents relatifs à celles de leurs opérations qui portent sur des fonds publics. ».

Art. 34. L'article 131 du même Code, modifié par l'arrêté royal n° 264 du 27 mars 1936 et par la loi du 22 juillet 1993, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 131. Est passible d'une amende de 250 à 2.500 EUR, toute contravention à l'obligation de tenir et de conserver les doubles des bordereaux ou les listings en tenant lieu prévus par l'article 128.

Tous les contrevenants sont, en outre, solidairement tenus des droits éludés, sauf leur recours s'il y a lieu. ».

Art. 35. L'article 136, alinéa 1^{er}, du même Code, remplacé par la loi du 2 juillet 1930, est remplacé par l'alinéa suivant :

« La taxe est remboursée :

1° si la taxe acquittée représente une somme supérieure à l'impôt auquel l'opération donnait ouverture;

2° lorsque le retrait, la modification ou la rectification des cours de bourse a entraîné l'annulation ou la modification du bordereau qui a été primitivement délivré. ».

Art. 36. Dans l'article 143 du même Code, remplacé par l'article 54 de la loi du 13 août 1947 et modifié par l'article 60 de la même loi, les mots « Les articles 124, 125, 126², 127, 128, 129¹, 129², 130¹, 130², 131 et 136 » sont remplacés par les mots « Les articles 124, 125, 126², 127, 128, 129, 130¹, 130², 131 et 136 ».

CHAPITRE XII. — Dispositions transitoires, abrogatoires et diverses

Art. 37. Quiconque aura, avant le 1^{er} janvier 2002, sciemment utilisé ou accepté comme moyen de paiement des billets ou des pièces de monnaie libellés en euro ou en cent, sera puni d'un emprisonnement de huit jours à trois mois et d'une amende de 26 à 1 000 francs belges, ou d'une de ces peines seulement.

Les billets et les pièces de monnaie qui ont servi ou qui étaient destinés à commettre la présente infraction seront confisqués.

Le Livre I^{er} du Code pénal, sans exception du Chapitre VII et de l'article 85, est applicable à l'infraction prévue à l'alinéa 1^{er}.

Art. 38. A l'article 5, alinéa 2, de la loi du 23 décembre 1988 portant des dispositions relatives au statut monétaire, à la Banque Nationale de Belgique, à la politique monétaire et au Fonds monétaire, remplacé par la loi du 30 octobre 1998, les mots "Les monnaies" sont remplacés par les mots "Les pièces de monnaie libellées en francs ou en centimes".

Art. 32. Artikel 130¹ van hetzelfde Wetboek, vernummerd en gewijzigd bij de wet van 13 augustus 1947, wordt vervangen als volgt :

« Art. 130¹. De duplicaten van de borderellen of van de listings die ze vervangen evenals de borderellen betreffende de verrichtingen welke de tussenpersonen voor hun eigen rekening doen, moeten worden bewaard gedurende zes jaar te rekenen vanaf hun datum.

Bij beëindiging van de zaken, mogen die stukken worden vernield, mits voorafgaande machtiging door de gewestelijke directeur van de belasting over de toegevoegde waarde, registratie en domeinen uit het ressort. »

Art. 33. Artikel 130² van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 13 augustus 1947 en gewijzigd bij de wetten van 22 maart 1965, 22 december 1989 en 22 juli 1993, wordt vervangen als volgt :

« Art. 130². Op straf van een boete van 250 tot 2.500 EUR per overtreding, zijn de tussenpersonen gehouden op elke vordering der aangestelden van de administratie van de belasting over de toegevoegde waarde, registratie en domeinen die ten minste de graad van verificateur hebben, zonder verplaatsing inzage te verlenen van de duplicaten van de borderellen of van de listings die hen vervangen, van de borderellen betreffende de verrichtingen gedaan voor hun eigen rekening, van hun boeken, contracten en van alle andere bescheiden in verband met hun verrichtingen die over openbare fondsen gaan. ».

Art. 34. Artikel 131 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 264 van 27 maart 1936 en bij de wet van 22 juli 1993, wordt vervangen als volgt :

« Art. 131. Wordt gestraft met een boete van 250 tot 2.500 EUR, iedere overtreding van de verplichting de duplicaten van de borderellen of de listings die hen vervangen bepaald bij artikel 128 te houden en te bewaren.

Al de overtreders zijn, bovendien, ieder hoofdelijk gehouden tot het betalen van de ontrokken rechten, behoudens beroep zo daartoe redenen zijn. ».

Art. 35. Artikel 136, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 2 juli 1930, wordt vervangen als volgt :

« De taks wordt terugbetaald :

1° wanneer de betaalde taks de belasting overtreft waartoe de verrichting aanleiding geeft;

2° wanneer de intrekking, wijziging of verbetering van de beurskoersen de nietigverklaring of wijziging van het oorspronkelijk verstrekte borderel tot gevolg heeft. ».

Art. 36. In artikel 143 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij artikel 54 van de wet van 13 augustus 1947 en gewijzigd bij artikel 60 van dezelfde wet, worden de woorden « Artikelen 124, 125, 126², 127, 128, 129¹, 129², 130¹, 130², 131 en 136 » vervangen door de woorden « Artikelen 124, 125, 126², 127, 128, 129, 130¹, 130², 131 en 136 ».

HOOFDSTUK XII. — Overgangs-, opheffings- en diverse bepalingen

Art. 37. Hij die, vóór 1 januari 2002, wetens en willens bankbiljetten of muntstukken uitgedrukt in euro of in cent gebruikt of aanvaardt als betaalmiddel wordt gestraft met een gevangenisstraf van acht dagen tot drie maanden en met een geldboete van 26 tot 1 000 Belgische frank of met één van die straffen alleen.

De bankbiljetten of muntstukken die gediend hebben of bestemd waren om het onderhavige misdrijf te plegen, worden verbeurd verklaard.

Boek I van het Strafwetboek, met inbegrip van hoofdstuk VII en artikel 85, is van toepassing op het in het eerste lid omschreven misdrijf.

Art. 38. In artikel 5, tweede lid, van de wet van 23 december 1988 houdende bepalingen met betrekking tot het monetair statuut, de Nationale Bank van België, het monetair beleid en het Muntfonds, vervangen bij de wet van 30 oktober 1998, wordt het woord "munten" vervangen door de woorden "muntstukken in franken of in centiemen".

Art. 39. Sont abrogés :

1° l'article 2 de la loi du 30 décembre 1885 approuvant l'acte du 12 décembre 1885 par lequel la Belgique adhère à la convention monétaire conclue à Paris, le 6 novembre 1885, entre la France, la Grèce, l'Italie et la Suisse, ainsi qu'à l'arrangement et à la déclaration y annexés;

2° la loi du 20 août 1891 portant suspension des opérations de monnayage et affinage;

3° la loi du 28 juillet 1893 prohibant l'importation de la monnaie de billon étrangère;

4° la loi du 19 juillet 1895 relative à l'interdiction des monnaies de billon étrangères et à la faculté d'échange des monnaies de billon nationales;

5° l'article 3 de la loi du 8 mai 1924 relative au trafic et à la refonte des monnaies métalliques, modifié par la loi du 6 juillet 1978;

6° la loi du 3 juillet 1956 relative à la suppression des fractions de franc dans la comptabilité publique;

7° les articles 4 et 6 de la loi du 23 décembre 1988 portant des dispositions relatives au statut monétaire, à la Banque Nationale de Belgique, à la politique monétaire et au Fonds monétaire;

8° le chapitre I^{er} de la même loi;

9° l'article 76 de la loi programme du 2 janvier 2001.

Art. 40. Les articles 2, 3, 4, 7 à 15, 17, 19 à 21, 22, § 1, 26 à 36 et 39, 1° à 7°, entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2002.

Les articles 22, § 2, 24, 25 et 37 entrent en vigueur le jour de la publication de la présente loi au *Moniteur belge*.

L'article 22, § 2, cesse d'être en vigueur le 1^{er} janvier 2002.

L'article 39, 8°, entre en vigueur le 1^{er} mars 2002.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée au *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 10 décembre 2001.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre du Budget, de l'Intégration sociale
et de l'Economie sociale,
J. VANDE LANOTTE

Le Ministre de la Protection de la Consommation,
de la Santé publique et de l'Environnement,
Mme M. AELVOET

Le Ministre de la Justice,
M. VERWILGHEN

Le Ministre des Finances,
D. REYNDERS

Le Ministre des Télécommunications et des Entreprises
et des Participations publiques, chargé des Classes moyennes,
R. DAEMS

Le Ministre de l'Economie et de la Recherche scientifique,
C. PICQUE

Note

(1) Références parlementaires :

Documents de la Chambre des représentants :

1460 - 2001/2002 :

N° 1. Projet de loi.

N° 2. Rapport.

N° 3. Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat.

Compte rendu intégral : 28 et 29 novembre 2001.

Documents du Sénat :

2-969 - 2001/2002 :

N° 1. Projet non évoqué par le Sénat.

Art. 39. Opgeheven worden :

1° artikel 2 van de wet van 30 december 1885 houdende goedkeuring van de akte van 12 december 1885, waarbij België bijtreedt tot de overeenkomst rakende het muntwezen, op 6 november 1885 te Parijs gesloten tussen Frankrijk, Griekenland, Italië en Zwitserland, alsmede tot de er aangehechte schikking en verklaring;

2° de wet van 20 augustus 1891 tot schorsing van het aanmunten en affineren;

3° de wet van 28 juli 1893 waarbij de invoer van vreemde pasmunt wordt verboden;

4° de wet van 19 juli 1895 betreffende het verbod der vreemde pasmunt en het recht tot verwisseling der nationale pasmunt;

5° artikel 3 van de wet van 8 mei 1924 betreffende de handel in en het smelten van geldstukken, gewijzigd bij de wet van 6 juli 1978;

6° de wet van 3 juli 1956 betreffende de afschaffing van de frankgedeelten in de openbare comptabiliteit;

7° de artikelen 4 en 6 van de wet van 23 december 1988 houdende bepalingen met betrekking tot het monetair statuut, de Nationale Bank van België, het monetair beleid en het Muntfonds;

8° hoofdstuk I van dezelfde wet;

9° artikel 76 van de programmawet van 2 januari 2001.

Art. 40. De artikelen 2, 3, 4, 7 tot en met 15, 17, 19 tot en met 21, 22, § 1, 26 tot en met 36 en 39, 1° tot en met 7° treden in werking met ingang van 1 januari 2002.

De artikelen 22, § 2, 24, 25 en 37 treden in werking de dag waarop deze wet in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Artikel 22, § 2, treedt buiten werking op 1 januari 2002.

Artikel 39, 8°, treedt in werking op 1 maart 2002.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 10 december 2001.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Begroting, Maatschappelijke
Integratie en Sociale Economie,
J. VANDE LANOTTE

De Minister van Consumentenzaken,
Volksgezondheid en Leefmilieu
Mevr. M. AELVOET

De Minister van Justitie,
M. VERWILGHEN

De Minister van Financiën,
D. REYNDERS

De Minister van Telecommunicatie en Overheidsbedrijven
en Participaties, belast met Middenstand,
R. DAEMS

De Minister van Economie en Wetenschappelijk Onderzoek,
C. PICQUE

Nota

(1) Parlementaire verwijzingen :

Stukken van de Kamer van volksvertegenwoordigers :

1460 - 2001/2002 :

Nr. 1. Wetsontwerp.

Nr. 2. Verslag.

Nr. 3. Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Senaat.

Integraal verslag : 28 en 29 november 2001.

Stukken van de Senaat :

2-969 - 2001/2002 :

Nr. 1. Ontwerp niet geëvoceerd door de Senaat.